

SECTION « REGLEMENTS »

INDICATEUR : 040 / 364 - 12

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 2016

62^{ÈME} OBJET - C :

- 040 : IMPOTS, TAXES ET REDEVANCES
- 364 : TAXES SUR LES ENTREPRISES INDUSTRIELLES, COMMERCIALES ET AGRICOLES
- 12 : DEBITS DE BOISSONS
- TAXE DIRECTE

Présidence de M. Elio DI RUPO, Bourgmestre-Président

Présents : M. MARTIN, Mme MOUCHERON, Mme HOUDART, M. SAKAS, M. LAFOSSE, M. DARVILLE, Mme OUALI, Échevins

M. Marc BARVAIS, Président du CPAS

~~M. DUPONT, M. TONDREAU, M. DEPLUS, Mme KAPOMPOLE, M. MILLER, M. ROSSI, M. MANDERLIER, M. DEL BORRELLO, M. LECOCQ, Mme NAHIME, M. G. HAMBYE, M. JACQUEMIN, Mme BRICHAUX, Mme JOB, Mme BOUROUBA, Mme WAELPUT, M. BOUCHEZ, M. POURTOIS, M. KAYEMBE KALUNGA, M. MELIS, Mme DE JAER, M. JOOS, M. ANTONINI, Mme WUILBAUT-VAN HOORDE, Mme JUDE, M. ANDRE, M. DUFRANE, M. BERNARD, Mme LAGNEAU, M. BONJEAN, Mme DEFRISE, Mme URBAIN, Mme MEUNIER, Mme MARNEFFE, MM. BEUGNIES, Fr. HAMBYE, Conseillers communaux~~

Le Conseil communal,

Vu les articles 41, 162 et 170 §4 de la Constitution,

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30 relatif aux attributions du Conseil communal, les articles L1133-1 et L1133-2 relatifs aux formalités de publication des actes des autorités communales et les articles L3321-1 à L3321-12 relatifs à l'établissement et au recouvrement des taxes communales ;

Vu le Décret du Conseil régional wallon du 18 avril 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et plus particulièrement l'art. 1124 – 40 – § 1 – 3°;

Vu la Circulaire relative à l'élaboration des budgets des communes de la Région wallonne, pour l'année 2017 ;

Vu la délibération du Conseil communal en date du 18 décembre 2006, décidant la mise en application de l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation (taxation d'office – modulation), approuvée par le Collège du Conseil provincial du Hainaut en séance du 25 janvier 2007 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 03 mars 2015 adoptant le plan de gestion de 2016 à 2020 ;

Vu le dossier administratif inhérent à la présente délibération du Conseil communal ;

Vu la décision du Collège communal, prise en séance du 17 novembre 2016, décidant de proposer au Conseil communal, pour les exercices 2017 à 2019, d'indexer les taux des diverses taxes y mentionnées, conformément aux directives énoncées à la Circulaire budgétaire précitée ;

Considérant qu'il y a lieu d'obvier à l'état des finances communales ;

Vu la communication du projet de délibération au Directeur financier faite en date du 14 novembre 2016 ;

Vu l'avis favorable remis par le Directeur financier ce même 14 novembre 2016 et joint en annexe ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré en séance publique,

Décide à l'unanimité :

Article 1 :

Il est établi une taxe sur les débits de boissons, à savoir les établissements où sont offertes en vente, à un moment quelconque de l'exercice d'imposition, des boissons à consommer sur place sans que celles-ci accompagnent un repas.

Article 2 :

La présente délibération est établie pour les exercices 2017 à 2019.

Article 3 :

La taxe est due solidairement par l'exploitant et par le propriétaire de l'établissement.

Article 4 :

1ERE CATEGORIE : 228,184 € par an et par établissement.

Sont rangés dans cette catégorie, les débits situés :

sur la Grand'Place, la place du Marché aux Herbes, la place Léopold, ceux installés à moins de 50 mètres dans les rues adjacentes, ceux situés dans les rues piétonnes et à Jemappes, aux avenues du Roi Albert, Foch et Wilson.

2E CATEGORIE : 215,7376 € par an et par établissement.

Sont rangés dans cette catégorie, les débits situés :

rues de Bertaimont, de Boussu, des Capucins, Chisaire, des Cinq Visages, de la Clef, des Clercs, d'Enghien, Fétis, des Fripiers (partie non piétonne), Grand'Rue (partie non piétonne), du Grand Trou Oudart, de la Halle, d'Havré (tronçon compris entre la Grand'Place et la rue de la Biche), de Houdain, de la Houssière, avenue d'Hyon (partie inférieure), rues des Juifs, Léopold II, place Louise, rue Marché au Bétail, aux Poulets, des Martyrs, rues du Miroir, Neuve, de Nimy, de la Petite Boucherie, Rogier, Samson (partie non piétonne), de la Trouille, ainsi que ceux existant chaussée de Bruxelles, avenue de Jemappes, avenue de Cuesmes, chaussées de Maubeuge, de Ghlin, places de Nimy, de Cuesmes, rue du Général Leman.

3E CATEGORIE : 203,2912 € par an et par établissement.

Sont rangés dans cette catégorie : tous les autres établissements.

Article 5 : *Exonération.*

- les buvettes installées sur ou aux abords de terrains réservés aux manifestations sportives en tout genre ;
- les débits de boissons occasionnels.

Sont considérés comme débits de boissons occasionnels ceux qui, sous réserve d'autorisation préalable, sont exploités à l'occasion d'événements sportifs, fêtes locales ou folkloriques, braderies, expositions ou de manifestations patriotiques.

Article 6 :

La taxe est perçue par voie de rôle.

Article 7 :

L'Administration communale adresse au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, avant l'échéance mentionnée sur ladite formule. La charge de la preuve du dépôt de celle-ci incombe au contribuable.

A défaut d'avoir reçu cette déclaration, le contribuable est tenu de donner à l'Administration communale tous les éléments nécessaires à la taxation, et ce, au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition.

En cas de non-respect des dispositions qui précèdent, sera entamée la procédure de taxation d'office conformément à l'article L3321-6 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

La majoration est fixée à :

Dans le cas d'une première infraction :

- majoration de 10 % : dans le cas où le redevable a satisfait dans les délais imposés par la procédure légale de taxation d'office à la demande de renseignements de l'Administration ;
- majoration de 50 % : dans le cas où le redevable n'a pas satisfait dans les délais imposés par la procédure légale de taxation d'office à la demande de renseignements de l'Administration.

Pour toute autre infraction survenant dans l'exercice courant ou l'exercice suivant :

- majoration de 100 %.

Article 8 :

Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et l'Arrêté Royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège communal en matière de réclamation contre une imposition.

Article 9 :

La présente délibération sera transmise au Gouvernement wallon dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

En séance à Mons, le 13 décembre 2016.

Par le Conseil :

(sé) La Directrice générale faisant fonction.

(sé) Le Bourgmestre – Président.

Délibération approuvée par arrêté du Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie.